Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1454

Ã‰lie Domota, Ã Paris, contre la rÃ©pression syndicale en Guadeloupe

- ActualitÃ© -

Date de parution : 5 juin 2011

Date de mise en ligne : mercredi 8 juin 2011

Mis Ã jour le : mercredi 8 juin 2011

UGTG.org

Une vague de rÃ©pression sans prÃ©cÃ©dent sâEuros"abat sur des dizaines de militants de lâEuros"Union gÃ©nÃ©rale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG). Son secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral, Ã0lie Domota, Ã©tait Ã Paris, lundi 6 juin, pour un meeting de solidaritÃ© [1]

Un espace de vÃ©ritÃ© dans le black out des mÃ©dias mÃ©tropolitains sur la situation dans l'Ã®le antillaise, tandis que lâEuros"Ã0tat franÃ§ais et le patronat refusent d'y mettre en Å"uvre les Â« Accords Jacques Bino Â » [2], signÃ©s avec le LKP Ã l'issue de la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale de 44 jours, en 2009. L'occasion encore pour Ã0lie Domota de dÃ©noncer l'oppression coloniale que subit le peuple guadeloupÃ©en.

Le 20 mai dernier, trois militants de l'UGTG ont Ã©tÃ© traÃ®nÃ©s devant le tribunal correctionnel de Pointe-Ã-PÃ®tre. Le palais de justice Ã©tait encerclÃ© par l'immense foule des GuadeloupÃ©ens. Lesquels Ã©taient aussi dans la salle d'audience, grÃ¢ce Ã la pression populaire qui a finalement obtenu que le procÃ¨s ne se dÃ©roule pas, comme initialement prÃ©vu, Ã huis-clos.

En ouverture du meeting parisien, HÃ©lÃ¨ne Carrera-Rubinstein, avocate honoraire et membre du ComitÃ© international contre la rÃ©pression (CICR), Ã©tait prÃ©sente au procÃ¨s. Une parodie de justice oÃ¹ les trois accusÃ©s Ã©taient poursuivis pour des Â« faits Â » qui remontent... Ã 2002 :

Â« Gabriel Bourguignon est accusÃ© d'avoir mis le feu Ã une raffinerie Ã l'aide d'un briquet, introuvable, alors mÃªme qu'une photo parue dans la presse le montre, plaquÃ© au sol par des gendarmes, un tÃ©lÃ©phone portable Ã la main Â » ;

Â« Michel Madassamy est accusÃ© d'avoir agressÃ©, Ã lui seul, pas moins de seize gendarmes Ã l'aide d'une pierre Â« magique Â » ;

Â« Fred Louise est citÃ© devant le tribunal alors qu'il a Ã©tÃ© sauvagement tabassÃ© lors de son arrestation, tout comme Gabriel Bourguignon Â ».

Et, pour couronner cette sinistre farce, le procureur a demandÃ©, au nom du peuple franÃ§ais, six mois de prison avec sursis pour Michel Madassamy et douze mois de prison pour Gabriel Bourguignon et Fred Louise ! Jugement le 9 aoÃ »t 2011 (Â« *Comme par hasard, en plein tour cycliste de la Guadeloupe* Â », s'amuse Ã0lie Domota).

Enfin, HÃ©lÃ¨ne Carrera-Rubinstein dÃ©nonce les Ã©coutes tÃ©lÃ©phoniques, les pressions, les menaces et les intimidations exercÃ©es sur les avocat-e-s de l'UGTG. Jusqu'Ã ce que Â« *l'une d'elles, Sarah Aristide, soit agressÃ©e physiquement, en plein tribunal, par un gendarme mobile* Â » ! Dix jours d'incapacitÃ© de travail pour l'avocate et une plainte classÃ©e sans suite. L'affaire est actuellement entre les mains du barreau des avocats de Paris.

Ã0lie Domota est intervenu pour rappeler qu' Â« *une trentaine de camarades sont actuellement en but Ã la rÃ©pression judiciaire, avec des peines de prison Ã la clÃ© Â ». Et aussi que Â« des militants finalement relaxÃ©s, Ã cause du vide de leurs dossiers, sont ensuite condamnÃ©s Ã de lourdes amendes parce qu'ils ont refusÃ© de donner leurs ADN pendant leur garde Ã vue. Nous sommes des militants syndicalistes, pas des dÃ©linquants sexuels !* Â ».

Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'UGTG cite encore maints autres exemples d'acharnement policier et judiciaire ; comme lorsqu'un patron menace de mort un syndicaliste, que la gendarmerie refuse d'enregistrer sa plainte et que c'est finalement lui, l'agressÃ©, qui est envoyÃ© devant les tribunaux, oÃ¹ il encoure trois ans de prison, pour Â« *tentative de meurtre avec une balle de golf* Â ». Quant Ã Ã0lie Domota, aux lendemains de la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, il fut l'objet d'une information judiciaire pour Â« *meurtre* Â », Â« *qui ne fut jamais rendue publique* Â », et pour Â« *incitation Ã la haine raciale et extorsion de signature* Â ». Sans suite...

Ainsi vont la rÃ©pression policiÃ¨re et judiciaire dans un dÃ©partement franÃ§ais considÃ©rÃ© comme faisant partie intÃ©grante de l'Union europÃ©enne. Â« *Nous sommes des* âEurosoeultra-pÃ©riphÃ©riquesâEuros Â » ironise Ã0lie Domota Ã propos de la RUP, Â« *RÃ©gion ultra-pÃ©riphÃ©rique* Â », expression inventÃ©e par l'UE pour dÃ©signer les anciennes Â« Ã®les Ã sucre Â ». LÃ oÃ¹ furent dÃ©portÃ©s, durant des siÃ¨cles, des millions d'esclaves africains, hommes, femmes et enfants, pour le profit des nÃ©griers, l'enrichissement des bourgeoisies de France et d'ailleurs en Europe et la fortune des planteurs. Dont descendent, en ligne directe, les BÃ©kÃ©s guadeloupÃ©ens qui tiennent en coupe rÃ©glÃ©e l'Ã©conomie de l'Ã®le, avec la complicitÃ© active de l'Ã0tat franÃ§ais et du Medef.

C'est contre ce systÃ¨me colonial que s'est levÃ© le LKP, il y a deux ans. C'est ce systÃ¨me, pourri par la corruption, les passe-droits et les tripatouillages politiciens, qui tente aujourd'hui de reprendre l'avantage en piÃ©tinant l'accord passÃ© et en rÃ©primant les syndicalistes.

Â« *ÃEuros aucun moment on ne nous a demandÃ© ce que nous voulions comme projet Ã©conomique et social pour notre pays. Lorsque Sarkozy est venu en Guadeloupe, il a dÃ©clarÃ©, le 9 janvier 2011, qu'âEurosoeil nous faut digÃ©rer notre histoireâEuros , sous entendu : l'esclavage. En Guadeloupe,* s'indigne Ã0lie Domota, *nous avons un fort NapolÃ©on [3*], qui, en France, accepterait une rue Heinrich Himmler ou Adolf Hitler ?! Nous disons que nous ne sommes ni coupables, ni responsables du passÃ©, mais que nous en sommes tous les hÃ©ritiers. Nous avons un devoir de vÃ©ritÃ©. Nous n'avons pas Ã©tÃ© crÃ©Ã©s en 1848 [date de l'abolition de l'esclavage en France]. *C'est pourquoi nous menons un double combat en Guadeloupe, il nous faut, comme nous le disons en crÃ©ole, Â« dÃ©chouquer Â »* [abolir] *Ã la fois l'exploitation capitaliste et le colonialisme. Â »*

Et Ã0lie Domota de conclure : Â« *Le LKP est une construction qui remonte Ã loin. Ce ne fut pas toujours facile, mais nous avons fait le choix de la lutte de masse. Nous avons fait le choix de discuter, de parler, de mobiliser les travailleurs dans l'unitÃ© la plus large pour une sociÃ©tÃ© plus juste, plus Ã©quitable.* Â »

07 Juin 2011 - Par Jean-Pierre Anselme

Source : Ã‰lie Domota, Ã Paris, contre la rÃ©pression syndicale en Guadeloupe

Post-scriptum :

Lire :

- Motion adoptÃ©e Ã l'issue du meeting du 06 Juin 2011 Ã la Bourse du Travail en soutien aux militants syndicalistes de LâEuros™UGTG & du LKP

Voir :

-

Intervention d'Elie Domota Ã la Bourse du travail de Paris

Les syndicalistes ne sont pas des criminels... *by UGTG*

Interview d'Elie Domota Ã l'issue du Meeting :

Interview Elie Domota : Meeting Bourse du travail *by UGTG*

---

[1] RÃ©union publique Ã la Bourse du travail, dans la Grande salle (comble) Ambroise Croizat, Ã Paris Xe. Ã0lie Domota Ã©tait de retour de la Rencontre en dÃ©fense des convension de l'OIT et de l'indÃ©pendance des organisations syndicales (GenÃ¨ve 4-5 juin), Ã lâEuros"initiative de lâEuros™Entente internationale des travailleurs et des peuples.

[2] Du nom du militant syndicaliste de l'UGTG assassinÃ© par balle dans des circonstance toujours non Ã©claircies dans la nuit du 17 au 18 fÃ©vrier 2009. Lire l'enquÃªte de Mediapart, Â« Guadeloupe : qui a tuÃ© le syndicaliste Jacques Bino Â » (Ã0rich Enciyan, 30 mars 2010). Les Â« Accords Bino Â », finalement Ã©tendus Ã tous les salariÃ©s du secteur privÃ© en Guadeloupe, prÃ©voyait une hausse de 200 euros net des bas salaires. L'accord comportait aussi un blocage des prix des produits alimentaires de base, l'embauche d'enseignants supplÃ©mentaires, le plafonnement des prix de l'essence...

[3] Par la loi du 20 mai 1802 (30 FlorÃ©al an X) NapolÃ©on a rÃ©tabli l'esclavage en territoire franÃ§ais : Â« *LâEuros"esclavage ainsi que la traite des Noirs et leur importation dans les colonies restituÃ©es par le traitÃ© d'Amiens au : ront lieu conformÃ©ment aux lois et rÃ¨glements antÃ©rieurs Ã 1789* Â ». La Guadeloupe se soulÃ¨ve aussitÃ´t, mais la rÃ©bellion conduite par Louis DelgrÃ¨s Ã©choue et se termine par le suicide collectif des insurgÃ©s.